



Les comités olympiques et sportifs de Nouvelle-Aquitaine s'interrogent

LA MONTAGNE

Les comités olympiques et sportifs de Nouvelle-Aquitaine s'interrogent : le secteur sportif manque-t-il de moyens pour faire fructifier l'effet JO ?

Les comités départementaux olympiques et sportifs de Nouvelle-Aquitaine se sont réunis à Guéret. La vague d'enthousiasme suscitée par les JO ne se traduit pas par des moyens supplémentaires pour le secteur sportif, au contraire.

Par Nicolas Barraud

Article publié le 26 décembre 2024 à 09h00 •





naire du CROS et des CDOS de Nouvelle-Aquitaine, à Guéret le 13 / 12 / 2024 ©
BARLIER Bruno

Les planètes n'ont jamais été aussi alignées qu'en 2024 pour le sport français : les premiers Jeux olympiques d'été en France depuis un siècle, les Jeux paralympiques, le sport nommé Grande cause nationale... Après le succès des JO de Paris, c'est l'ensemble du secteur sportif qui devait surfer sur la vague de l'enthousiasme populaire. À une condition près : en avoir les moyens.

« Tout le monde attendait un bon budget 2025 pour le sport, le premier post-olympique », souligne Jean-Jacques Lozach, sénateur de la Creuse et rapporteur pour avis sur les crédits relatifs au sport.

0,18 % du budget de l'État en 2024

Cependant, la parenthèse enchantée de l'été s'est vite refermée : « Je vous invite à regarder tout ce qui a été dit pendant et après les JO et à comparer avec la réalité aujourd'hui. »

Tout le monde annonçait une grande loi Héritage olympique, mais on n'en entend plus du tout parler. Gil Averous, ministre des Sports du gouvernement Barnier ne parlait déjà plus que d'un Plan Action jeunesse. Ce n'est pas tout à fait la même chose...

Jean-Jacques Lozach (*sénateur de la Creuse*)

Le budget 2025, tel que l'avait préparé le gouvernement Barnier, prévoyait en effet une baisse de 23 % des crédits alloués au sport, soit 180 millions de moins qu'en 2024 (hors dépenses pour les JO). Et rien n'indique que le nouveau gouvernement sera plus généreux. Le tout en sachant que le sport ne représentait déjà que 0,18% du budget de l'État cette année ; si la réduction de voilure de 23 % venait à être confirmée, cela descendrait à 0,15 %.

Pourtant, il y a bien eu un effet JO. Le sujet a été au cœur des discussions au cours du séminaire des Comités départementaux olympiques et sportifs de Nouvelle-Aquitaine qui s'est réuni à Guéret, au centre Tremplin nature, les 12 et 13 décembre derniers. Une cinquantaine de personnes y ont participé, représentant les CDOS des douze départements de la Région ainsi que le Comité régional olympique



et sportif.

Une étude sur les infrastructures en Creuse

« Nous réalisons un bilan chaque année. Nous n'aurons les résultats sur l'impact des Jeux olympiques dans nos clubs que début 2025, mais on a certainement une augmentation du nombre de licenciés », indique Françoise Capazza, présidente du CDOS de la Creuse. « Pour citer un exemple, la Fédération française de triathlon a enregistré une hausse de 32 % de ses licenciés et c'est vrai pour plein d'autres sports », mentionne Jean-Jacques Lozach, présent lors du séminaire.

À lire aussi

[Trophées des sports : l'engagement des sportifs de la Creuse récompensé par le Département](#)

Mais les clubs sont-ils en mesure d'accueillir ces nouveaux pratiquants ? « Nous avons un déficit en infrastructures et en personnels qualifiés pour les encadrer. À Guéret, tous les créneaux de tous les gymnases sont occupés, ça devient difficile de proposer des choses », fait en effet remarquer Françoise Capazza, qui pointe également « le manque de bénévoles et la difficulté de les renouveler. »

« Cette année, nous avons réalisé une étude avec le Conseil départemental et les services de l'État sur les équipements sportifs structurants en Creuse, poursuit-elle. Tout est encore en cours de réflexion, mais l'idée serait plutôt de partir vers des rénovations et peut-être quelques créations. Le cabinet d'études qui nous a accompagnés nous a proposé 5 scénarios et peut-être qu'il y en aura un 6e à partir de ceux-là. Il faudra prioriser et aussi apprendre à mieux mutualiser. Maintenant, pour la question des moyens, ça va se passer au niveau politique. »